

GROUPE MEDIA 6

Société Anonyme au capital de 11 296 000 euros
Siège social : 33, avenue du bois de la pie - 93290 Tremblay-en-France
311 833 693 RCS Bobigny
Exercice social : du 1^{er} octobre au 30 septembre.

EURONEXT - EUROLIST Compartiment C

ISIN : FR 00000 64 404

Société de Bourse : T.S.A.F.

RAPPORT FINANCIER

DU PREMIER SEMESTRE 2014

CLOS LE 31 MARS 2014

(Normes IFRS)

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-après présente un tableau fidèle des évènements survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi que des principales perspectives pour les six mois restants de l'exercice.

Monsieur Bernard VASSEUR

Président du Conseil d'Administration

- I -

**RAPPORT DE GESTION
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 28 MAI 2014
RELATIF AUX COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS
DU GROUPE MEDIA 6
AU 31 MARS 2014**

Mesdames, Messieurs,

Nous avons l'honneur de vous rendre compte des opérations réalisées au cours du premier semestre de l'exercice 2014, couvrant la période du 1^{er} octobre 2013 au 31 mars 2014, de vous exposer la situation financière du Groupe MEDIA 6 et de vous présenter ses comptes consolidés au 31 mars 2014.

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes internationales, les comptes consolidés du Groupe MEDIA 6 au titre de la période intermédiaire établie au 31 mars 2014 ont été établis conformément à la norme IAS 34.

1. Présentation de l'activité du premier semestre

1.1 Chiffre d'affaires

A l'issue du 1^{er} semestre de l'exercice, le Groupe a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 24,8 M€ en diminution de -5.2% par rapport à la même période de l'exercice précédent. L'écart d'activité, sensible au premier trimestre (-10,1% par rapport à 2013), s'est réduit sur le second trimestre qui enregistre un écart de seulement -1,5% par rapport à l'année dernière.

Hors Chine, le chiffre d'affaires comparable est de 22,3 M€ contre 21,6 M€ en 2012/2013, soit une progression de +3,2%.

Le secteur Production qui regroupe les activités :

- Carton,
- Plastique,
- Métal,
- Bois et Agencement de mobilier commercial multi matériaux,
- Mèches et méchiers.

Le secteur Services qui regroupe les activités :

- Création,
- Installation,
- Immobilier,
- Divers (s'il y a lieu).

Chiffres d'affaires consolidés (Valeurs en K€)

Secteurs d'activité	31/03/13	31/03/14	Variation	
			en valeur	en %
Production	22 921	21 600	(1 321)	(5,8%)
Services	6 848	7 297	449	6,6%
Elimination intersecteurs	(3 562)	(4 058)	(496)	13,9%
TOTAL	26 207	24 839	(1 368)	(5,2%)

Les données par secteurs géographiques ont évolué comme suit :

Chiffres d'affaires consolidés (Valeurs en K€)

Secteurs géographiques	31/03/13	31/03/14	Variation	
			en valeur	en %
France	19 288	19 621	333	1,7%
Europe (hors France)	2 338	2 698	360	15,4%
Reste du monde	4 581	2 520	(2 061)	(45,0%)
TOTAL	26 207	24 839	(1 368)	(5,2%)

1.2 Compte de résultat

Le compte de résultat semestriel du Groupe MEDIA 6 se présente comme suit :

Valeurs en K€

Désignations	1er Semestre 2013	1er Semestre 2014	Variations	
			valeur	%
Chiffre d'affaires	26 207	24 839	(1 368)	(5,2%)
Autres produits de l'activité	(227)	585	812	(357,7%)
Total Activité	25 980	25 424	(556)	(2,1%)
Résultat opérationnel courant	(245)	(974)	(729)	297,6%
Dépréciation goodwill	(302)	(452)	(150)	49,7%
Autres produits/charges opérationnels		3	3	n.a.
Résultat opérationnel	(547)	(1 423)	(876)	160,1%
Coût de l'endettement financier net	(40)	(22)	18	(45,0%)
Autres produits et charges financiers	67	(42)	(109)	(162,7%)
Résultat avant impôt	(520)	(1 487)	(967)	186,0%
Impôt sur les sociétés	126	289	163	129,4%
Résultat net de l'ensemble consolidé	(394)	(1 198)	(804)	204,1%

Le résultat opérationnel du semestre a été fortement affecté par la faible activité du premier trimestre. Hors dépréciation du goodwill, le résultat opérationnel du premier trimestre était une perte supérieure à celle enregistrée au 31 mars. L'activité agencement a été sur la période particulièrement affectée par le recul de son chiffre d'affaires (-12,9% par rapport à l'an dernier), ce qui nous a amené compte tenu de perspectives de reprise pour le moment incertaines à déprécier le goodwill rattaché à MEDIA 6 AGENCEMENT SHOP FITTINGS de -452 K€. Le résultat opérationnel s'établit ainsi à -1 423 K€ au 31 mars 2014.

Le résultat financier intègre principalement une perte de change pour 63 K€ et des produits financiers (revenus de nos placement) pour 21 K€.

Finalement Media 6 affiche un résultat net de -1 198 K€, à comparer à une perte de -394 K€ l'année précédente.

2. Situation financière du Groupe

Au 31 mars 2014, la structure financière du bilan du Groupe MEDIA 6 demeure solide. Les capitaux propres part du Groupe passent de 34 838 K€ au 30 septembre 2013 à 33 630 K€ au 31 mars 2014. La structure du bilan fait ressortir les éléments suivants :

- Le Groupe présente une liquidité nette de 3 174 K€ par rapport à 4 822 K€ au 30 septembre 2013 et 2 898 K€ au 31 mars 2013.
- Les disponibilités du Groupe sous déduction des concours bancaires court terme sont de 4 995 K€, contre 7 345 K€ au début de l'exercice. Les emprunts et dettes financières s'élèvent à 1 821 K€ contre 2 523 K€ au 30 septembre 2013.

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles sont négatives à 1 305 K€, à comparer à +906 K€ pour la même période de l'exercice précédent.

Le coût de l'endettement financier net de 22 K€ ne représente que 0,09 % du chiffre d'affaires consolidé.

3. Commentaires sur les faits significatifs relatifs au premier semestre 2014

Il est rappelé que le 18 octobre 2013, la société MEDIASIXTE ALDIGE a signé une promesse de vente qui s'est finalement concrétisée le 19 décembre 2013. De ce fait, la valeur de ces locaux, soit 545 K€, avait été positionnée en « Actifs non courants destinés à être cédés » à la clôture au 30 septembre 2013. La réalisation de cette opération n'a eu aucun impact sur le résultat opérationnel du premier semestre 2014.

4. Informations sur les clauses dites de défaut au sein des contrats d'emprunts

Par principe, au sein du Groupe, les emprunts auprès des établissements de crédit sont contractés par MEDIA 6 SA.

Pour l'acquisition du nouveau siège social, le Groupe a emprunté la somme de 4 000 K€ au travers de sa filiale MEDIASIXTE BOIS DE LA PIE.

D'autres exceptions concernent des reliquats d'emprunts qui ont été souscrits par certaines filiales préalablement à leur acquisition par MEDIA 6 SA.

Les banques insèrent habituellement dans leurs contrats des clauses dites de défaut qui en cas d'évolution défavorable de certains ratios financiers peuvent entraîner notamment une accélération de l'exigibilité du passif financier concerné ou une augmentation du coût de financement supporté par l'emprunteur.

L'examen de ces clauses de défaut et des conditions de leur application ne fait pas apparaître de probabilité d'occurrence des faits générateurs propres à chacune d'entre elles à la clôture des comptes au 31 mars 2014.

5. Evolution du cours de l'action MEDIA 6

A la fin du premier semestre de l'exercice 2013/2014, 36 630 actions ont été échangées. Le cours moyen de l'action qui était de 4,16 € pour l'exercice 2012/2013, s'est établi à 5,02 € au cours du semestre écoulé.

A l'ouverture du semestre (1^{er} octobre 2013), le cours était de 4,00 €.

A la clôture du semestre (31 mars 2014), le cours était de 6,50 €.

Le cours le plus haut a été atteint le 12 février 2014 à 7,80 €.

Le cours le plus bas date du 16 décembre 2013 à 3,80 €.

La capitalisation boursière de MEDIA 6 SA établie sur la base du cours semestriel moyen de 5,02 € pour 3 284 015 actions (après déduction de 245 985 actions détenues en propre) ressort à 16 486 K€, soit une valeur inférieure de 17 144 K€ par rapport aux capitaux propres part du Groupe au 31 mars 2014 (33 630 K€).

6. Evènements postérieurs

Mandats des Commissaires aux comptes

Les mandats des Commissaires aux Comptes arrivant à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle du 28 mars 2014, une consultation a été organisée auprès de différents cabinets. Le Conseil d'Administration de MEDIA SA du 25 février 2014 a finalement proposé la nomination des cabinets EFICO (anciennement CHD Audit) et GRANT THORNTON pour ces nouveaux mandats qui devront être ratifiés par la prochaine Assemblée Générale.

Acquisition de la société CIPP

Le Conseil d'Administration du 28 mars 2014 a entériné l'acquisition de la société CIPP dont l'actif était constitué de trésorerie et d'actions MEDIA 6. Le prix de cession a été déterminé de façon à ne pas constater de perte lors de la transmission universelle de patrimoine qui a été décidée lors de ce même Conseil d'Administration.

7. Perspectives du Groupe MEDIA 6

Le Groupe entend poursuivre son développement commercial sur la zone Asie-Pacifique, dont la dynamique d'activité demeure plus favorable. Il continuera de mener une stratégie prudente et restera vigilant sur la tenue de ses marges pour préserver son résultat opérationnel.

Monsieur Bernard VASSEUR

Président du Conseil d'Administration

- II -

COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS

DU GROUPE MEDIA 6

AU 31 MARS 2014

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE au 31 mars 2014 (Valeurs en K€)

ACTIF	Notes annexes	Périodes	
		Septembre 2013	Mars 2014
Goodwill	2.1	7 513	7 061
Immobilisations incorporelles	2.2	243	242
Immobilisations corporelles	2.3	16 165	15 739
Immeubles de placement	2.3	4 950	4 950
Autres actifs financiers		187	286
Impôts différés	3.7	926	1 172
Autres actifs non courants	2.7	1 238	1 406
Total Actifs non courants		31 222	30 856
Stocks et en-cours	2.5	6 016	6 370
Clients et autres débiteurs	2.6	12 899	15 819
Créance d'impôt et autres actifs courants	2.7	390	491
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2.8	8 037	5 040
Total Actifs courants		27 342	27 720
Actifs non courants destinés à être cédés	2.3	545	
TOTAL ACTIF		59 109	58 576

PASSIF	Notes annexes	Périodes	
		Septembre 2013	Mars 2014
Capital	2.9	11 296	11 296
Actions propres		(1 604)	(1 633)
Réserves de conversion		(3)	83
Réserves Groupe		24 876	25 082
Résultat de période		273	(1 198)
Total Capitaux propres (Part du Groupe)		34 838	33 630
Intérêts minoritaires		2	2
Total des Capitaux propres		34 840	33 632
Passifs financiers non courants	2.10	1 153	689
Engagements envers le personnel	2.11	1 111	1 199
Autres provisions	2.11	252	168
Impôts différés	3.7	3 301	3 075
Autres passifs non courants		4	3
Total Passifs non courants		5 821	5 134
Passifs financiers courants	2.10	2 062	1 177
Provisions	2.11		
Fournisseurs et autres créditeurs	2.12	15 630	17 087
Dette d'impôt		148	266
Autres passifs courants	2.13	608	1 280
Total Passifs courants		18 448	19 810
Total des Passifs		24 269	24 944
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		59 109	58 576

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE au 31 mars 2014 (Valeurs en K€)

Rubriques	Notes annexes	Périodes		
		Mars 2013	Septembre 2013	Mars 2014
Chiffre d'affaires	3.0	26 207	53 502	24 839
Autres produits de l'activité		99	406	167
Variation de stocks (en-cours et produits finis)		(326)	(341)	418
Total Activité		25 980	53 567	25 424
Achats consommés		(11 464)	(22 390)	(11 194)
Charges externes		(3 582)	(7 577)	(3 598)
Charges de personnel	3.2	(9 298)	(18 391)	(9 521)
Impôts et taxes		(684)	(1 508)	(623)
Dotations aux amortissements	3.3	(1 196)	(2 395)	(1 168)
Dotations nettes aux provisions	3.3	223	(250)	(273)
Autres produits et charges d'exploitation	3.4	(224)	(203)	(21)
Résultat opérationnel courant		(245)	853	(974)
Résultat sur cession de participations consolidées				
Dépréciation des écarts d'acquisition	2.1	(302)	(302)	(452)
Variations de juste valeur			16	
Autres produits et charges opérationnels	3.5		38	3
Résultat opérationnel	3.1	(547)	605	(1 423)
Produits de trésorerie et équivalents		22	50	11
Coût de l'endettement financier brut		(62)	(103)	(33)
Coût de l'endettement financier net	3.6	(40)	(53)	(22)
Autres produits et charges financiers		67	(64)	(42)
Résultat avant impôt		(520)	488	(1 487)
Charges d'impôt	3.7	126	(215)	289
Résultat après impôt		(394)	273	(1 198)
Résultat net de l'ensemble consolidé	3.1	(394)	273	(1 198)
<i>Part du Groupe</i>		<i>(394)</i>	<i>273</i>	<i>(1 198)</i>
<i>Part des minoritaires</i>				
Résultat net par action (<i>en € calculé sur Part Groupe</i>)	3.8	(0,11)	0,08	(0,34)
Résultat net dilué par action (<i>en €</i>)	3.8	(0,11)	0,08	(0,34)

ETAT DU RESULTAT GLOBAL au 31 mars 2014 (Valeurs en K€)

Rubriques	Notes annexes	Périodes		
		Mars 2013	Septembre 2013	Mars 2014
Résultat net consolidé	3.1	(394)	273	(1 198)
Produits et charges non comptabilisées en résultat				
Ecart de conversion sur entités étrangères		(25)	165	86
Résultat global total		(419)	438	(1 112)
<i>Part du Groupe</i>		<i>(419)</i>	<i>438</i>	<i>(1 112)</i>
<i>Part des minoritaires</i>				

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES (Valeurs en K€) - Septembre 2013 / Mars 2014

Rubriques	Périodes	
	Septembre 2013	Mars 2014
Résultat net total consolidé	273	(1 198)
Ajustements :		
Elimination des amortissements et provisions	2 588	1 624
Elimination des profits / pertes de réévaluation		
Elimination résultats cession et pertes/profits de dilution	120	1
Elimination des produits de dividendes		
Charges/produits calculés liés aux paiements en actions		
MBA après coût endettement financier net et impôt	2 981	427
Elimination de la charge (produit) d'impôt	215	(289)
Elimination du coût de l'endettement financier net	53	22
MBA avant coût endettement financier net et impôt	3 249	160
Variation des stocks	1 332	(366)
Variation des créances d'exploitation	743	(3 020)
Variation des dettes d'exploitation	(1 335)	2 233
Incidence de la variation du BFR	740	(1 153)
Impôts payés	(448)	(312)
Flux de trésorerie - activités opérationnelles	3 541	(1 305)
Incidence des variations de périmètre		
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(1 378)	(784)
Acquisition d'actifs financiers		
Variation des prêts et avances consentis	(93)	(64)
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	25	558
Cession d'actifs financiers		
Dividendes reçus		
Flux de trésorerie - activités d'investissement	(1 446)	(290)
Cession (acquisition) nette d'actions propres	(30)	(22)
Emission d'emprunts	8	
Remboursements d'emprunts	(1 580)	(692)
Intérêts financiers nets versés	(66)	(31)
Dividendes payés aux actionnaires du Groupe		
Dividendes payés aux minoritaires	(1)	
Flux de trésorerie - activités de financement	(1 669)	(745)
Incidence de la variation des taux de change	(28)	(10)
Incidence des changements de principes comptables		
VARIATION DE LA TRESORERIE	398	(2 350)
Trésorerie d'ouverture	6 947	7 345
Trésorerie de clôture (*)	7 345	4 995
<i>(*) dont</i>		
<i>Titres de placement</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Disponibilités</i>	<i>8 037</i>	<i>5 040</i>
<i>Concours bancaires</i>	<i>(692)</i>	<i>(45)</i>
Trésorerie nette en fin de période	7 345	4 995

NOTES ANNEXES AU TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES au 31 mars 2014

Note a : Variation du BFR

La variation négative du BFR sur la période, malgré la baisse d'activité globalement constatée sur la période, est essentiellement due aux comptes clients : d'une part à cause du niveau de la facturation des mois de février et mars (43% du semestre) non échue au 31 mars, et d'autre part d'un report de règlement sur avril et mai d'échéances du mois de mars sur les filiales MEDIA 6 ASIA PRODUCTION Ltd et MEDIACOLOR SPAIN (impact global supérieur à 1 M€).

Note b : Acquisition d'immobilisations corporelles

Le montant constaté correspond pour l'essentiel au règlement des fournisseurs d'immobilisations acquises avant le 31 mars (MEDIA 6 PRODUCTION METAL et MEDIA 6 PRODUCTION PLV principalement).

Note c : Remboursement d'emprunts

Voir la note 2.10 de l'annexe.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES (Valeurs en K€) - Septembre 2012 / Mars 2013

Rubriques	Périodes	
	Septembre 2012	Mars 2013
Résultat net total consolidé	858	(394)
Ajustements :		
Elimination des amortissements et provisions	2 367	1 730
Elimination des profits / pertes de réévaluation		
Elimination résultats cession et pertes/profits de dilution	215	(6)
Elimination des produits de dividendes		
Charges/produits calculés liés aux paiements en actions		
MBA après coût endettement financier net et impôt	3 440	1 330
Elimination de la charge (produit) d'impôt	749	(126)
Elimination du coût de l'endettement financier net	98	40
MBA avant coût endettement financier net et impôt	4 287	1 244
Variation des stocks	(684)	649
Variation des créances d'exploitation	2 999	(1 452)
Variation des dettes d'exploitation	(4 679)	603
Incidence de la variation du BFR	(2 364)	(200)
Impôts payés	238	(138)
Flux de trésorerie - activités opérationnelles	2 161	906
Incidence des variations de périmètre	(5)	
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(1 347)	(766)
Acquisition d'actifs financiers		
Variation des prêts et avances consentis	50	(26)
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		7
Cession d'actifs financiers	1	
Dividendes reçus		
Flux de trésorerie - activités d'investissement	(1 301)	(785)
Cession (acquisition) nette d'actions propres	(71)	(22)
Emission d'emprunts	789	
Remboursements d'emprunts	(1 511)	(847)
Intérêts financiers nets versés	(99)	(42)
Dividendes payés aux actionnaires du Groupe	2	
Dividendes payés aux minoritaires	(2)	(1)
Flux de trésorerie - activités de financement	(892)	(912)
Incidence de la variation des taux de change		1
Incidence des changements de principes comptables		
VARIATION DE LA TRESORERIE	(32)	(790)
Trésorerie d'ouverture	6 979	6 947
Trésorerie de clôture (*)	6 947	6 157
<i>(*) dont</i>		
<i>Titres de placement</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Disponibilités</i>	<i>7 077</i>	<i>6 188</i>
<i>Concours bancaires</i>	<i>(130)</i>	<i>(31)</i>
Trésorerie nette en fin de période	6 947	6 157

TABLEAUX DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS (Valeurs en K€)

	Nombre d'actions	Capital	Réserves	Résultats	Total Capitaux propres	Part Groupe	Intérêts hors Groupe
Au 30 septembre 2012 (publié)	3 530 000	11 296	22 586	858	34 740	34 738	2
Ecart de change sur compte courant (*)			88		88	88	
Correction Résultat net exercice 2012				(88)	(88)	(88)	
Au 30 septembre 2012 (corrigé)	3 530 000	11 296	22 674	770	34 740	34 738	2
Dividendes distribués par la Sté Mère							
Dividendes distribués par les filiales			(1)		(1)		(1)
Affectation du Résultat Net 2012			770	(770)			
Résultat net de l'exercice 2013				273	273	273	
Elimination des actions propres			(27)		(27)	(27)	
Ecart de conversion			165		165	165	
Variation de périmètre							
Ecart de change sur compte courant			(248)		(248)	(248)	
Autres variations			(62)		(62)	(63)	1
Au 30 septembre 2013	3 530 000	11 296	23 271	273	34 840	34 838	2
Dividendes distribués par la Sté Mère							
Dividendes distribués par les filiales							
Affectation du Résultat Net 2013			273	(273)			
Résultat net au 31 mars 2014				(1 198)	(1 198)	(1 198)	
Elimination des actions propres			(29)		(29)	(29)	
Ecart de conversion			86		86	86	
Ecart de change sur compte courant			(73)		(73)	(73)	
Autres variations			6		6	6	
Au 31 mars 2014	3 530 000	11 296	23 534	(1 198)	33 632	33 630	2

	Nombre d'actions	Capital	Réserves	Résultats	Total Capitaux propres	Part Groupe	Intérêts hors Groupe
Au 30 septembre 2012 (corrigé)	3 530 000	11 296	22 674	770	34 740	34 738	2
Dividendes distribués par la Sté Mère							
Dividendes distribués par les filiales			(1)		(1)		(1)
Affectation du Résultat Net 2011			770	(770)			
Résultat net au 31 mars 2012				(394)	(394)	(394)	
Elimination des actions propres			(19)		(19)	(19)	
Ecart de conversion			(25)		(25)	(25)	
Variations de périmètre							
Autres variations			(5)		(5)	(5)	
Au 31 mars 2013 (corrigé)	3 530 000	11 296	23 394	(394)	34 296	34 295	1

- III -

**ANNEXE
AUX COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS**

DU GROUPE MEDIA 6

AU 31 MARS 2014

PARTIE 1 : REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des comptes consolidés semestriels au 31 mars 2014 sont identiques à ceux retenus pour l'exercice clos au 30 septembre 2013. Pour une lecture complète des principes comptables, il conviendra donc de se reporter à l'annexe comptable de l'exercice clos au 30 septembre 2013.

Les comptes consolidés semestriels au 31 mars 2014 sont établis conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » qui permet de présenter une sélection de notes annexes.

Ces comptes consolidés condensés doivent être lus conjointement avec les comptes consolidés au 30 septembre 2013. Les nouvelles normes et interprétations retenues pour l'élaboration des états financiers et dont l'application est rendue obligatoire pour l'exercice ouvert le 1^{er} octobre 2013 n'ont pas entraîné d'incidences sur les comptes consolidés du groupe du 1^{er} semestre de l'exercice 2013/2014.

Le Groupe Média 6 n'a pas appliqué de façon anticipée les dernières normes, amendements ou interprétations déjà publiés par l'IASB mais non encore adoptés par l'Union Européenne ou adoptés au niveau européen mais d'application non obligatoire à ce stade :

- l'IAS 19 Révisée « Avantages du personnel » (applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013) ;
- Améliorations annuelles (cycle 2009 – 2011) (applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013) ;
- l'amendement de la norme IAS 12 « Impôts différés liés à des actifs réévalués » (applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013) ;
- l'IFRS 10 relative aux états financiers consolidés (applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2014) ;
- l'IFRS 11 « Partenariats », (applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2014) ;
- l'IFRS 12 relative aux informations à fournir sur les participations dans d'autres entités (applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2014) ;
- l'IFRS 13 concernant l'évaluation à la juste valeur (applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013) ;
- l'amendement de la norme IAS 28 révisée « Participation dans les entreprises associées » (applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2014) ;
- l'amendement de la norme IAS 32 « Compensation des actifs et des passifs financiers » (applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2014) ;
- l'amendement à IFRS 7 « Informations à fournir-Compensation des actifs et passifs financiers » (applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013) ;
- l'IFRIC 20 « Frais de découverte engagés pendant la phase de production d'une mine à ciel ouvert » (applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013) ;
- l'amendement IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12 « Transition » (applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2014) ;
- l'amendement IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12 « Société d'investissement » (non adopté- applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2014) ;
- IFRS 9 - Instruments financiers et Amendements à IFRS 9 et IFRS 7 subséquents (non adopté- applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2015) ;
- l'IFRIC 21 « Taxes prélevées par une autorité publique » (non adopté- applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2014) ;
- l'amendement à IAS 36 « Information à fournir relatives à la valeur recouvrable des actifs non financiers » (non adopté – applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2014).

Le Groupe MEDIA 6 est en cours d'analyse de ces nouvelles normes. Il n'attend pas d'impact significatif sur les comptes consolidés du fait de leur application.

L'établissement des états financiers conformément au cadre conceptuel des normes IFRS, nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers. Ces estimations et appréciations sont évaluées de façon continue sur la base d'une expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables.

Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou à la suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations. Les principales estimations faites par la Direction lors de l'établissement de la situation consolidée portent notamment sur les hypothèses retenues pour le calcul des engagements de retraite (note 2.11) et la valorisation des goodwill (notes 2.1 et 2.4). Il est fait procéder à la réalisation d'expertises par un expert indépendant une fois par an pour les immeubles de placement (note 2.3).

Dans chacune des rubriques concernées de l'annexe sont mentionnées les règles spécifiques afférentes.

Les comptes semestriels consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 28 mai 2014.

Note 1.0 : Périmètre et méthode de consolidation

Tous les états financiers des sociétés du Groupe qui figurent dans le périmètre sont intégrés globalement, le Groupe y exerçant un contrôle exclusif.

Les états financiers des filiales sont établis sur la même période comptable que celle de la société mère. Tous les soldes et transactions intra groupe, y compris les résultats internes provenant de transactions intra groupe, sont totalement éliminés.

PERIMETRE D'INTEGRATION DU GROUPE MEDIA 6 - (1/2)

Sociétés	Adresse	RCS	% d'intérêts
MEDIA 6 SA	33, avenue du bois de la pie 93290 - Tremblay-en-France	311 833 693	Mère
<u>Sociétés de services</u>			
MEDIA 6 DESIGN	33, avenue du bois de la pie 93290 - Tremblay-en-France	712 015 650	100,00%
MEDIA 6 AGENCEMENT <i>(fonds donné en location gérance)</i>	5, avenue des Bertaudières 44680 - Sainte Pazanne	311 508 543	100,00%
MEDIA 6 MERCHANDISING SERVICES <i>(ex-MEDIA 6 INSTALLATION)</i>	33, avenue du bois de la pie 93290 - Tremblay-en-France	394 882 161	100,00%
<u>Sociétés de production et de commercialisation</u>			
MEDIA 6 PRODUCTION PLV	ZI de l'écorcherie 02460 - La Ferté Milon	413 902 214	100,00%
MEDIA 6 PRODUCTION METAL	15, rue Auguste Villy 69550 - Amplepuis	484 325 618	100,00%
MEDIA 6 AGENCEMENT SHOP FITTINGS	5, avenue des Bertaudières 44680 - Sainte Pazanne	484 253 695	100,00%
ALDIGE	5, avenue des Bertaudières 44680 - Sainte Pazanne	484 245 295	100,00%
MEDIACOLOR SPAIN	7 Carrasco I Formiguera 08302 - Mataro (Espagne)		99,92%
MEDIA 6 ASIA	8/F., Tower 1, Tern Centre 237, Queen's Road Central (Hong-Kong)		100,00%
MEDIA 6 ASIA PRODUCTION LTD	Unit 01, 21/F., Tower One, Lippo Centre 89, Queensway (Hong Kong)		100,00%
ARTIUM PRODUCTION LTD	Unit 01, 21/F., Tower One, Lippo Centre 89, Queensway (Hong Kong)		100,00%
DONGGUAN MEDIA 6 POS EQUIPMENT LTD	Dongguan City, Tiankin village, Huang Jiang Town Plant B, Ju long Industrial Park, 1 Hu Die Road		100,00%
MEDIA 6 ROMANIA	Str. Mircea cel Batran, nr.119 Cladirea C 42/5, Judetul Prohova (Roumanie)		100,00%

PERIMETRE D'INTEGRATION DU GROUPE MEDIA 6 - (2/2)

Sociétés	Adresse	RCS	% d'intérêts
<u>Sociétés à vocation immobilière</u>			
LA HOTTE IMMOBILIERE (SCI)	ZI de l'écorcherie 02460 - La Ferté Milon	775 546 351	100,00%
MEDIASIXTE (SCI)	33, avenue du bois de la pie 93290 - Tremblay-en-France	342 002 276	100,00%
MEDIASIXTE ALDIGE	33, avenue du bois de la pie 93290 - Tremblay-en-France	412 229 957	100,00%
MEDIASIXTE BOIS	5, avenue des Bertaudières 44680 - Sainte Pzanne	378 519 433	100,00%
MEDIASIXTE BOIS DE LA PIE	33, avenue du Bois de la pie 93290 - Tremblay-en-France	501 591 721	100,00%
MEDIASIXTE METAL	15, rue Auguste Villy 69550 - Amplepuis	727 380 230	100,00%
QUAI DE SEINE (SCI)	33, avenue du bois de la pie 93290 - Tremblay-en-France	393 847 140	100,00%
<u>Sociétés sans activité ou en sommeil</u>			
MEDIA 6 PLV (<i>sans activité</i>)	33, avenue du bois de la pie 93290 - Tremblay-en-France	347 574 493	100,00%
MEDIASIXTE CZ (<i>sans activité</i>)	Cerpadlova 4 190 00 Praha 9 (République Tchèque)		100,00%
COULEUR 6 INC (<i>en sommeil</i>)	1819, boulevard René Levesque Ouest Bureau 300, Montréal, Québec H3H2P5 Canada		100,00%

PARTIE 2 : NOTES ANNEXES A L'ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE (BILAN)

Note 2.0 : Conversion des états financiers et des opérations en devises

Les comptes des sociétés étrangères (bilan et compte de résultat) ont été convertis au cours de change historique pour les capitaux propres, au cours de clôture en vigueur au 31 mars 2014 pour les autres postes du bilan et au cours moyen du semestre pour le compte de résultat.

Cette évaluation des comptes financiers s'est traduite par la comptabilisation d'un écart de conversion en augmentation des capitaux propres part du Groupe de 86 K€.

Pour les sociétés françaises, il n'existe pas de risque de change dans la mesure où la totalité des achats et des ventes sont effectués en euros, le chiffre d'affaires à l'export étant lui-même réalisé en euros.

Note 2.1 : Goodwill (Valeurs en K€)

Le goodwill représente la différence entre le prix d'acquisition de titres de sociétés consolidées, et la part du Groupe dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiés à cette date.

Sociétés	Montant net au 30/09/13	Montant net au 31/03/14
MEDIA 6 PRODUCTION PLV	1 171	1 171
MEDIA 6 DESIGN	1 530	1 530
MEDIA 6 AGENCEMENT SHOP FITTINGS (ex-Media 6 Production Bois)	1 952	1 500
MEDIACOLOR SPAIN	432	432
MEDIA 6 MERCHANDISING SERVICES (ex-Media 6 Installation)	321	321
POLE ASIE	2 107	2 107
TOTAL	7 513	7 061

Une dépréciation du goodwill de MEDIA 6 AGENCEMENT SHOP FITTINGS de -452 K€ a été constaté au 31 mars 2014

Note 2.2 : Immobilisations incorporelles (Valeurs en K€)

Immobilisations incorporelles	30/09/13	+	-	31/03/14
Valeur brute	1 875	63	(150)	1 788
Amortissements et dépréciations	(1 632)	(63)	149	(1 546)
TOTAL	243		(1)	242

Les immobilisations incorporelles sont essentiellement composées de logiciels, amortis linéairement sur 36 mois.

Note 2.3 : Immobilisations corporelles et immeubles de placement

Méthode

En dehors des constructions et agencements des bâtiments d'exploitation en pleine propriété ou en crédit-bail des entités françaises qui ont été évalués à la juste valeur au 1^{er} octobre 2004 sur la base d'une expertise conduite par un cabinet indépendant reconnu, les immobilisations sont évaluées initialement à leur coût, diminué ensuite du cumul des amortissements et des dépréciations.

Les amortissements retenus sont linéaires pour l'ensemble des actifs.

Les principales durées d'utilisation sont rappelées ci-après :

Postes de l'Actif	Durée
Constructions	
• Gros œuvre	de 15 à 60 ans
• Toiture et couverture	de 5 à 40 ans
• Agencements	de 2 à 10 ans
Machines	de 5 à 10 ans
Autres	de 3 à 5 ans

Variation des immobilisations corporelles (Valeurs en K€)

Immobilisations corporelles	30/09/13	Acquisit.	Cessions	Reclass.	31/03/14
Valeurs brutes					
Terrains	1 298	8			1 306
Constructions	17 858	7		38	17 903
Immeubles de placement	4 950				4 950
Matériel et outillage	19 784	435	(96)	23	20 146
Autres immobilisations corporelles	5 083	139	(92)	36	5 166
Immobilisations corporelles en cours	85	46		(74)	57
Avances et acomptes	23	61		(23)	61
Total valeurs brutes	49 081	696	(188)		49 589
Amortissements et Dépréciations					
Terrains	(77)	(1)			(78)
Constructions	(6 537)	(445)			(6 982)
Immeubles de placement					
Matériel et outillage	(16 954)	(518)	79		(17 393)
Autres immobilisations corporelles	(4 398)	(141)	92		(4 447)
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
Total amortissements et dépréciations	(27 966)	(1 105)	171		(28 900)
Valeurs nettes					
Terrains	1 221	7			1 228
Constructions	11 321	(438)		38	10 921
Immeubles de placement	4 950				4 950
Matériel et outillage	2 830	(83)	(17)	23	2 753
Autres immobilisations corporelles	685	(2)		36	719
Immobilisations corporelles en cours	85	46		(74)	57
Avances et acomptes	23	61		(23)	61
Total valeurs nettes	21 115	(409)	(17)		20 689

L'immeuble de Saint-Denis (ancien siège social du Groupe appartenant à la société QUAI DE SEINE) a été considéré comme immeuble de placement à la clôture au 30 septembre 2009.

A la suite du regroupement des activités carton et plastique sur le site de La Ferté Milon (02) courant novembre 2010, l'immeuble de Francières (appartenant à la société MEDIASIXTE et utilisé par l'ancienne société MEDIA 6 PRODUCTION CARTON) a également été considéré comme immeuble de placement.

Une analyse de la juste valeur de chacun de ces immeubles est effectuée à chaque arrêté de comptes :

- Pour l'immeuble de Saint-Denis, il est rappelé que l'évaluation avait été faite à partir du bail commercial signé en octobre 2011 et des conditions particulières associées (option d'achat pendant les 3 premières années du bail). Aucune variation de valeur n'a été constatée sur le premier semestre de l'exercice 2014.
- L'immeuble de Francières fait l'objet à chaque clôture d'une évaluation par un expert immobilier indépendant. Aucune variation de valeur n'a été constatée sur le premier semestre de l'exercice 2014.

Crédit bail (Valeurs en K€)

Les biens en crédit bail font l'objet d'un retraitement et ont été portés dans les comptes d'actifs correspondants comme s'ils avaient été acquis en pleine propriété, le solde restant dû ayant été porté au passif. Les loyers ont été ventilés entre les postes de dotations aux amortissements et de frais financiers. Les principaux contrats en cours concernent les locaux et des matériels industriels des sociétés, MEDIASIXTE BOIS, MEDIASIXTE METAL.

Immobilisations en crédit bail	Coût d'entrée	Dotations aux amortissements		Valeurs nettes au 31/03/14
		exercice	cumul	
Terrains	17			17
Constructions	2 045	(68)	(1 754)	291
Autres immobilisations corporelles	154		(154)	
TOTAUX	2 216	(68)	(1 908)	308

Engagements de crédit bail	Redevances			Prix d'achat résiduel
	payées		à payer	
	exercice	cumul	total	
Terrains et constructions	61	1 859	271	
Installations techniques - matériels				
TOTAUX	61	1 859	271	

Engagements de crédit bail	Redevances à payer			
	- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans	Total
Terrains et constructions	127	144		271
Installations techniques - matériels				
TOTAUX	127	144		271

Le crédit-bail concernant les locaux de Mediasixte Aldige est arrivé à échéance en octobre 2013. Les locaux ont été cédés le 19 décembre 2013

Note 2.4 : Tests de valorisation des actifs immobilisés

Des tests de valorisation sont pratiqués par Unités Génératrices de Trésorerie (entités juridiques en France et à l'étranger) pour les actifs immobilisés corporels et incorporels dès lors qu'un indice de perte potentielle de valeur existe, et au moins une fois par an pour les actifs incorporels à durée de vie indéfinie, principalement les

goodwills. Lorsque la valeur nette comptable de ces actifs devient supérieure au montant le plus élevé de leur valeur d'utilité ou de cession, une dépréciation est enregistrée, du montant de la différence.

Le Groupe a procédé à des tests de valorisation au 31 mars 2014. Il en est résulté une dépréciation du goodwill De MEDIA 6 AGENCEMENT SHOP FITTINGS de -452 K€.

Note 2.5 : Stocks et en cours

Les stocks de matières premières et marchandises sont évalués selon la méthode du premier entré, premier sorti. Les critères retenus pour déprécier les stocks sont ceux couramment admis et une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur de réalisation devient inférieure au coût de revient enregistré.

Les en-cours sont valorisés en fonction de l'avancement de chacune des affaires. La valorisation est établie sur la base des coûts de production.

La société conçoit et fabrique des produits spécifiques pour chacun de ses clients. Il n'existe donc pas de « catalogue produits » ni de « tarif produits » remis aux clients. Chaque marché est négocié sous forme d'appel d'offres en tenant compte du prix des matières premières au moment de la négociation avec le client. Le prix remis au client est garanti pour une période équivalente à la garantie de prix fournie par les fournisseurs. Il n'existe donc pas de risque prix matière.

Evolution des stocks et en-cours de production (Valeurs en K€)

Stocks et en-cours de production	30/09/13	31/03/14
Matières premières	2 714	3 005
En-cours de production	989	1 187
Produits finis	1 888	2 065
Marchandises	680	440
Total stocks bruts	6 271	6 697
Matières premières	(134)	(170)
En-cours de production	(26)	(23)
Produits finis	(83)	(109)
Marchandises	(12)	(25)
Total dépréciations	(255)	(327)
Total stocks nets	6 016	6 370

Note 2.6 : Créances clients et autres débiteurs (Valeurs en K€)

Les créances sont valorisées à la valeur nominale et sont à moins d'un an.

Une dépréciation ou perte de valeur est constatée dans le cas où un litige est identifié ou lorsqu'il existe un risque de survenance d'impayé.

Créances clients et autres créances	30/09/13	31/03/14
Créances clients (<i>brutes</i>)	11 909	14 710
Dépréciations	(707)	(711)
Créances clients (<i>nettes</i>)	11 202	13 999
Créances sur personnel et organismes sociaux	18	28
Créances fiscales	1 218	1 300
Autres créances (<i>brutes</i>)	461	492
Dépréciations		
Autres créances (<i>nettes</i>)	461	492
Total créances clients et autres débiteurs (<i>nettes</i>)	12 899	15 819

Les échéances des créances clients au 31 mars 2014 s'analysent comme suit, étant précisé que l'échu à plus de 360 jours est majoritairement constitué de créances douteuses provisionnées à 100 % (base HT).

Créances clients	30/09/13	31/03/14
Non échues	9 320	11 392
De 1 à 90 jours	1 177	2 048
De 91 à 180 jours	129	164
De 181 à 360 jours	114	74
+ de 360 jours	1 169	1 032
Total créances clients (<i>brutes</i>)	11 909	14 710

Note 2.7 : Autres actifs non courants et courants (Valeurs en K€)

Autres actifs non courants	30/09/13	31/03/14
Créance d'impôt	1 238	1 406
Total autres actifs non courants	1 238	1 406

La créance d'impôt se détaille comme suit :

- Un « carry-back » d'un montant de 1 068 K€, remboursable au plus tard à la liquidation de l'impôt dû au titre de l'exercice se clôturant le 30 septembre 2015 ;
- Un crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) d'un montant de 240 K€, remboursable au plus tôt à la liquidation de l'impôt dû au titre de l'exercice se clôturant le 30 septembre 2014 si le résultat le permet ;
- Un crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) d'un montant de 82 K€, remboursable au plus tôt à la liquidation de l'impôt dû au titre de l'exercice se clôturant le 30 septembre 2015 ;
- Un crédit d'impôt mécénat d'un montant de 16 K€ remboursable au plus tôt à la liquidation de l'impôt dû au titre de l'exercice se clôturant le 30 septembre 2014 si le résultat le permet.

Autres actifs courants	30/09/13	31/03/14
Créance d'impôt	30	121
Prêts et cautionnement à moins d'un an	37	
Charges constatées d'avance	323	370
Total autres actifs courants	390	491

Les charges constatées d'avance sont des charges diverses de fonctionnement se rapportant à la période suivante.

Note 2.8 : Trésorerie et équivalents de trésorerie (Valeurs en K€)

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées initialement au coût d'acquisition, puis à chaque clôture à la juste valeur correspondant à la valeur de marché.

VMP et autres placements	30/09/13	31/03/14
Equivalents de trésorerie (Sicav et FCP monétaires)		
Trésorerie	8 037	5 040
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8 037	5 040

Note 2.9 : Capitaux propres

Au 31 mars 2014, le capital social de 11 296 K€ est composé de 3 530 000 actions d'une valeur nominale de 3,20 €, de même catégorie et entièrement libérées.

Dans le cadre du programme de rachat d'actions approuvé par l'Assemblée Générale Mixte du 29 mars 2013, la société MEDIA 6 détenait 245 985 actions en propre au 31 mars 2014 comptabilisées en déduction des capitaux propres consolidés pour un montant de 1 633 K€.

Note 2.10 : Passifs financiers

L'endettement financier global (courant et non courant) s'est réduit depuis le 30 septembre 2013, passant de 3 215 K€ à 1 866 K€.

Aucun nouvel emprunt n'a été conclu pendant ce premier semestre.

Les concours bancaires court terme d'exploitation de 45 K€ doivent être rapprochés des disponibilités inscrites à l'actif pour 5 040 K€ afin d'apprécier la trésorerie nette court terme positive de 4 995 K€ du Groupe à la clôture du semestre.

Variation des passifs financiers (Valeurs en K€)

Passif non courants	30/09/13	+	-	Reclass.	31/03/14
Emprunts auprès d'établissements de crédit	913			(404)	509
Emprunts (crédit-bail)	201			(60)	141
Autres emprunts et dettes assimilées	39				39
Total Passifs non courants	1 153			(464)	689

Passifs courants	30/09/13	+	-	Reclass.	31/03/14
Emprunts auprès d'établissements de crédit	1 197		(594)	404	1 007
Emprunts (crédit-bail)	131		(72)	60	119
Concours bancaires	692		(647)		45
Autres emprunts et dettes assimilées	27		(27)		
Intérêts courus sur emprunts	15		(9)		6
Total Passifs courants	2 062		(1 349)	464	1 177

Echéancier des passifs financiers (Valeurs en K€)

Nature des passifs financiers	31/03/2014	Échéance		
		- 1 an	Entre 1 et 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts bancaires à tx variables	739	356	383	
Emprunts bancaires à tx fixes	777	651	126	
Crédit-bail immobilier	260	119	141	
Autres emprunts et dettes assimilées	39		39	
Banques créditrices	45	45		
Intérêts courus sur emprunts	6	6		
Total	1 866	1 177	689	

La quasi-totalité des passifs financiers est concentrée sur l'activité Services du Groupe (MEDIA 6 SA et sociétés immobilières).

Les passifs financiers par année se décomposent comme suit :

	du 01/04/14 au 31/03/15	du 01/04/15 au 31/03/16	du 01/04/16 au 31/03/17	du 01/04/17 au 31/03/18	du 01/04/18 au 31/03/19	Total
Emp bancaires tx variable - nominal	356	151	154	78	0	739
Emp bancaires tx variable - intérêts	9	6	2	0	0	17
Emp bancaires tx fixes - nominal	651	126	0	0	0	777
Emp bancaires tx fixes - intérêts	25	1	0	0	0	26
Crédit-bail immobilier - nominal	119	125	16	0	0	260
Crédit-bail immobilier - intérêts	7	4	0	0	0	11
Autres emprunts et dettes assimilés	0	39	0	0	0	39
Banques créditrices	45	0	0	0	0	45
TOTAL	1 212	452	172	78	0	1 914

Risques

Risque de taux d'intérêt :

Les emprunts du Groupe essentiellement contractés et enregistrés dans les comptes de MEDIA 6 SA sont soit à taux variables indexés sur l'Euribor 3 mois, soit à taux fixe.

L'emprunt de 1 420 K€ souscrit en 2009 à taux variable est couvert par un SWAP de taux (taux fixe de 2,72% spread compris).

La société MEDIA 6 SA a souscrit en 2012 un emprunt de 750 K€ à taux variable auprès de la banque HSBSC pour financer des investissements industriels (acquisition d'une presse à imprimer).

Risque de change :

Le Groupe MEDIA 6 est peu exposé aux risques de change compte tenu de la prépondérance de l'euro dans les volumes d'achats et de ventes.

Les filiales qui sont localisées en dehors de la zone euro - MEDIA 6 ROMANIA, MEDIA 6 ASIA PRODUCTION LTD, DONGGUAN MEDIA 6 POS EQUIPMENT Co Ltd - et qui peuvent être amenées à enregistrer à l'échelle locale des écarts de change non négligeables demeurent toutefois non significatives de ce point de vue à l'échelle du Groupe.

En tout état de cause, si les circonstances l'exigent, des couvertures spécifiques sont constituées sur la base des parités contractuelles tant à l'achat (fournisseurs) qu'à la vente (clients) dès lors qu'un risque potentiel est identifié.

Risque clients :

Le risque de non recouvrement des créances clients est maîtrisé en amont par une bonne connaissance du marché, de sa clientèle et pour certains nouveaux clients par la détermination d'en-cours résultant d'analyses financières spécifiques. Les créances sont réparties sur environ 500 clients (entités juridiques différentes), dont aucun ne dépasse 10% du chiffre d'affaires consolidé.

Note 2.11 : Engagements envers le personnel (Valeurs en K€)

Indemnités de fin de carrière

Les indemnités de départ en retraite sont provisionnées dans les conditions suivantes :

Salariés concernés	tous les salariés en CDI						
Date départ à la retraite	60 à 67 ans						
Base	Indemnité conventionnelle de départ en retraite						
Probabilité de présence à l'âge du départ en retraite	<table> <tr> <td>jusqu'à 40 ans d'âge</td> <td>⇒ de 1,5% à 15%</td> </tr> <tr> <td>de 41 ans à 50 ans d'âge</td> <td>⇒ de 18% à 45%</td> </tr> <tr> <td>de 51 ans à 67ans d'âge</td> <td>⇒ de 50% à 100%</td> </tr> </table>	jusqu'à 40 ans d'âge	⇒ de 1,5% à 15%	de 41 ans à 50 ans d'âge	⇒ de 18% à 45%	de 51 ans à 67ans d'âge	⇒ de 50% à 100%
jusqu'à 40 ans d'âge	⇒ de 1,5% à 15%						
de 41 ans à 50 ans d'âge	⇒ de 18% à 45%						
de 51 ans à 67ans d'âge	⇒ de 50% à 100%						
Taux moyen revalorisation des salaires	1%						
Taux moyen charges soc. patronales	43%						
Actualisation	3,05% au 30/09/13 et 2,74% au 31/03/14 (Source : Taux iBoxx Corporates AA)						

Cette provision est destinée à faire face aux engagements correspondant à la valeur actuelle des droits acquis par les salariés relatifs aux indemnités conventionnelles auxquelles ils seront en mesure de prétendre lors de leur départ en retraite. Elle résulte d'un calcul effectué selon la méthode des unités de crédit projetées prenant en compte l'ancienneté, l'espérance de vie et le taux de rotation du personnel, ainsi que des hypothèses de revalorisation et d'actualisation.

A partir de ces hypothèses, l'impact semestriel enregistré en résultat courant se décompose comme suit :

- coût des services rendus: 85 K€
 - coût financier : 34 K€
 - impact des variations actuarielles : 25 K€
 - impact des entrées/sorties de l'exercice : - 56 K€
- soit au total, une charge de 88 K€.

Aucune provision n'a été constituée pour les filiales étrangères, ces dernières n'ayant aucune obligation légale ou constructive en la matière.

Variation des engagements envers le personnel et autres provisions (Valeurs en K€)

Engagements envers le personnel	30/09/13	+	-	31/03/14
Provisions indemnités de départ à la retraite	1 111	152	(64)	1 199
Total engagements envers le personnel	1 111	152	(64)	1 199

Autres provisions	30/09/13	Augm. Dotat.	Diminution		31/03/14
			Utilisat.	Reprise	
Provisions pour litiges	193	9	(165)		37
Provisions pour charges					
Provisions pour risques sociaux	59	78	(6)		131
Sous-total non courant	252	87	(171)		168
Provisions pour litiges (< 1 an)					
Provisions pour risques sociaux (< 1 an)					
Provisions pour restructuration (< 1 an)					
Sous-total courant					
Total autres provisions	252	87	(171)		168

Note 2.12 : Dettes fournisseurs et autres créditeurs (Valeurs en K€)

Dettes fournisseurs et autres créditeurs	30/09/13	31/03/14
Fournisseurs	8 796	8 748
Dettes sur acquisitions d'actifs	57	34
Dettes sociales	3 011	3 281
Dettes fiscales	1 306	1 257
Dividendes à payer	4	4
Autres dettes	2 456	3 763
Total dettes fournisseurs et autres créditeurs	15 630	17 087

Note 2.13 : Autres passifs courants (Valeurs en K€)

Autres passifs courants	30/09/13	31/03/14
Produits constatés d'avance	608	1 280
Total autres passifs courants	608	1 280

Note 2.14 : Informations sectorielles

ELEMENTS D'ACTIF ET DE PASSIF au 31 mars 2014 par secteur d'activité (Valeurs en K€)

ELEMENTS D'ACTIF	Production	Services		Total au 31/03/14
		Non Immobilier	Immobilier	
Actifs non courants				
Goodwill	5 210	1 851		7 061
Immobilisations incorporelles	112	130		242
Immobilisations corporelles	3 385	132	12 222	15 739
Immeuble de placement			4 950	4 950
Impôts différés	255	917		1 172
Autres actifs non courants		1 406		1 406
Actifs courants				
Stocks et en-cours	5 724	646		6 370
Clients et autres débiteurs	12 260	3 384	175	15 819
Créances d'impôt et autres actifs courants	302	132	57	491

ELEMENTS DE PASSIF	Production	Services		Total au 31/03/14
		Non Immobilier	Immobilier	
Passifs non courants				
Passifs financiers non courants		383	306	689
Engagements envers le personnel	665	534		1 199
Autres provisions	104	38	26	168
Impôts différés	74		3 001	3 075
Autres passifs non courants			3	3
Passifs courants				
Passifs financiers courants	1	400	776	1 177
Provisions (part à moins d'un an)				
Fournisseurs et autres créditeurs	12 005	4 798	284	17 087
Dettes d'impôt	266			266
Autres passifs courants	280	669	331	1 280

Investissements du 01/10/13 au 31/03/14 par secteur d'activité (Valeurs en K€)

Type d'investissement	Production	Services	Total
Immobilisations incorporelles			
Concessions, brevets	8	24	32
Autres immobilisations incorporelles	17	14	31
Immobilisations incorporelles en cours			
Sous-Total	25	38	63
Immobilisations corporelles			
Terrains		8	8
Constructions		7	7
Matériel et outillage	435		435
Autres immobilisations corporelles	76	63	139
Immobilisations corporelles en cours	14	32	46
Avances et acomptes	61		61
Sous-Total	586	110	696
Total	611	148	759

Dotations nettes aux amortissements par secteur d'activité (Valeurs en K€)

Dotations nettes	Production	Services	Total
Immobilisations incorporelles	(29)	(34)	(63)
Immobilisations corporelles	(610)	(495)	(1 105)
Total	(639)	(529)	(1 168)

PARTIE 3 : NOTES ANNEXES AU COMPTE DE RESULTAT

Note 3.0 : Chiffre d'affaires

Méthode de reconnaissance du Chiffre d'affaires

La reconnaissance du chiffre d'affaires est effectuée :

- soit à la livraison des produits (base Ex-Works - départ usine ou entrepôt)
- soit à l'avancement pour les prestations de services (installation, agencement...)

Répartition du Chiffre d'affaires par secteurs d'activités (Valeurs en K€)

Les principes de classement des différentes activités du Groupe par secteurs sont les suivants :

Le secteur Production qui regroupe les activités :

- Carton,
- Plastique,
- Métal,
- Bois et Agencement de mobilier commercial multi matériaux,
- Mèches et méchiers.

Le secteur Services qui regroupe les activités :

- Création,
- Installation,
- Immobilier,
- Divers (s'il y a lieu).

Chiffre d'affaires par secteurs d'activité	31/03/13	31/03/14
Secteur Production	22 403	20 828
Secteur Services	3 804	4 011
TOTAL	26 207	24 839

Répartition du Chiffre d'affaires par secteurs géographiques (Valeurs en K€)

Chiffre d'affaires par secteurs géographiques	31/03/13	31/03/14
France	19 288	19 621
Europe (<i>hors France</i>)	2 338	2 698
Reste du monde	4 581	2 520
TOTAL	26 207	24 839

Note 3.1 : Résultats par secteurs d'activité**Résultat Opérationnel** (Valeurs en K€)

Résultats Opérationnels	31/03/13	31/03/14
Secteur Production	(391)	(1 831)
Secteur Services	(156)	408
TOTAL	(547)	(1 423)

Résultat Nets (Valeurs en K€)

Résultats Nets	31/03/13	31/03/14
Secteur Production	(437)	(2 001)
Secteur Services	43	803
TOTAL	(394)	(1 198)

Note 3.2 : Charges de personnel (Valeurs en K€)

Charges de personnel	31/03/13	31/03/14
Salaires	(6 452)	(6 607)
Charges sociales	(2 494)	(2 336)
Frais d'intérim	(290)	(490)
Participation		
Dotations nettes engagements de retraite	(62)	(88)
TOTAL	(9 298)	(9 521)

Note 3.3 : Dotations aux amortissements et provisions (Valeurs en K€)

Dotations aux amortissements	31/03/13	31/03/14
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	(33)	(63)
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	(1 163)	(1 105)
Dotations aux amortissements des immobilisations	(1 196)	(1 168)

Dotations nettes aux provisions	31/03/13	31/03/14
Dotations aux provisions pour litiges salariaux	(14)	(78)
Dotations aux provisions pour autres litiges	(304)	(9)
Dotations pour dépréciations des actifs circulants	(143)	(186)
Dotations aux provisions	(461)	(273)
Reprises / utilisations sur provisions pour litiges salariaux	54	
Reprises / utilisations sur provisions pour autres litiges	93	
Reprises / utilisations sur dépréciations des actifs circulants	537	
Reprises / utilisations sur provisions	684	
Dotations nettes aux provisions	223	(273)

Note 3.4 : Autres produits et charges d'exploitation (Valeurs en K€)

Autres produits et charges d'exploitation	31/03/13	31/03/14
Autres charges d'exploitation	(233)	(44)
Autres produits d'exploitation	9	23
Total autres produits et charges d'exploitation	(224)	(21)

Note 3.5 : Autres produits et charges opérationnels (Valeurs en K€)

Autres produits et charges opérationnels	31/03/13	31/03/14
Cessions d'immobilisations incorporelles		
Cessions d'immobilisations corporelles		
Autres produits et charges opérationnels		3
Dotations nettes aux provisions pour charges non récurrentes		
Charges et produits non récurrents		
Total autres produits et charges opérationnels		3

Note 3.6 : Coût de l'endettement financier net

La gestion de trésorerie est centralisée par la holding MEDIA 6 SA. Chaque filiale dispose d'un compte courant rémunéré en fonction du taux du marché sur lequel MEDIA 6 SA place ses excédents et approvisionne ses insuffisances (sauf pour les emprunts antérieurement conclus par les entreprises nouvellement rachetées). Seul l'excédent global de trésorerie (ou l'insuffisance globale) est placé ou emprunté par la holding sur le marché.

Note 3.7 : Impôt sur les bénéfices (Valeurs en K€)

Impôt sur les bénéfices	31/03/13	31/03/14
Impôt sur les résultats	(85)	(169)
Impôts différés	211	458
Total impôt sur les bénéfices	126	289

L'impôt sur les résultats des sociétés françaises a été comptabilisé au 31/03/2014 au taux de 33,33% majoré de la contribution sociale de 3,3% sur une partie de l'impôt société, soit un taux effectif global de 34,43%.

L'impôt sur les résultats des sociétés étrangères a été comptabilisé au 31/03/2014 au taux en vigueur dans chacun des pays concernés.

Les impôts différés en consolidation résultent des retraitements et éliminations pratiqués, et des différences temporelles apparaissant entre les bases comptables et les bases fiscales. Ils sont évalués en utilisant les règles fiscales adoptées ou quasi-adoptées à la clôture du semestre.

Les impôts différés actifs s'élèvent à 1 172 K€ et les impôts différés passifs à 3 075 K€ ; la variation de l'impôt différé comptabilisée au compte de résultat semestriel se traduit par un produit de 458 K€. L'activation des impôts différés actifs a été effectuée en tenant compte des perspectives de résultats des deux prochains exercices. Il est par ailleurs précisé que les déficits ne sont pas activés sur les filiales étrangères.

Impôts différés actifs (en K€)	30/09/13	31/03/14
Différences temporelles (social vs fiscal)	498	515
Marge sur stocks		
Amortissements dérogatoires	(144)	(107)
Activation de reports déficitaires	716	675
Fonds de commerce	42	42
Dépréciation des actions propres	(225)	
Ecart de change	39	47
Total impôts différés actifs	926	1 172

Impôts différés passifs (en K€)	30/09/13	31/03/14
Différences temporelles (social vs fiscal)	(110)	(115)
Marge sur stocks		
Amortissements dérogatoires	208	191
Réévaluation des constructions (immob. Corporelles)	1 936	1 905
Réévaluation des constructions (immeubles placement)	1 275	1 151
Crédit-bail	(37)	(97)
Activation des reports déficitaires		
Dépréciation des actions propres		
Ecart de change	1	
Amortissement Immeuble de placement	28	40
Total impôts différés passifs	3 301	3 075

Analyse et variation du taux de l'impôt sur les sociétés (Valeurs en K€)

Taux de l'impôt sur les sociétés	31/03/13	31/03/14
Résultat net consolidé	(394)	(1 198)
Impôt sur les bénéfices	(126)	(289)
Résultat net consolidé avant impôt	(520)	(1 487)
Impôts sur les sociétés théorique	(179)	(512)
Taux d'imposition de droit commun	34,43%	34,43%
Différences permanentes	96	120
Déficits reportables non activés	(86)	129
Ecarts de taux d'imposition	43	(26)
Impôt sur les sociétés comptabilisé	(126)	(289)
Taux effectif d'imposition	24,23%	19,44%

Note 3.8 : Résultat par action (Valeurs en €)

Le résultat par action est calculé par rapport au résultat part du Groupe.

Résultat par action	31/03/13	31/03/14
Résultat net consolidé (<i>part du Groupe, en K€</i>)	(394)	(1 198)
Nombre moyen d'actions	3 530 000	3 530 000
Résultat net par action de base	(0,11)	(0,34)
Equivalents actions sur options de souscription		
Nombre moyen d'actions après effet des conversions potentielles	3 530 000	3 530 000
Résultat net par action dilué	(0,11)	(0,34)

Note 3.9 : Effectifs

Au 31/03/2014, le Groupe MEDIA 6 emploie 509 personnes dont :

- Cadres / Maîtrise 35%
- Ouvriers / Employés 65%

Les principes de classement des différentes activités du Groupe sont décrits en note 3.0.

Secteurs d'activités	31/03/13	31/03/14
Secteur Production	525	453
Secteur Services	69	56
Total Effectifs	594	509

Il est rappelé que la répartition des effectifs par secteurs d'activités présentée ci-dessus, traduit une situation ponctuelle arrêtée au 31 mars 2014. La variation d'activité au cours du semestre a corrélativement entraîné, spécialement en ce qui concerne le secteur production, un ajustement des effectifs. Le nombre de salariés n'a donc pas nécessairement été toujours le même au cours de la période écoulée.

Note 3.10 : Autres informations**Passifs éventuels**

A la clôture au 31 mars 2014, le Groupe n'a pas provisionné la demande effectuée en 2011 par 22 salariés de l'ancienne société MEDIA 6 PRODUCTION CARTON, objet d'un litige prud'homal en cours, estimant avoir rempli toutes ses obligations dans le cadre du PSE adopté pour cette société. Il est précisé que ce PSE prévoyait notamment le versement d'indemnités supérieures aux minima conventionnels et légaux.

Le montant total des sommes réclamées par ces 22 salariés s'élève à 1 473 K€.

PARTIE 4 : EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Mandats des Commissaires aux comptes

Les mandats des Commissaires aux Comptes arrivant à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle du 28 mars 2014, une consultation a été organisée auprès de différents cabinets. Le Conseil d'Administration de MEDIA SA du 25 février 2014 a finalement proposé la nomination des cabinets EFICO (anciennement CHD Audit) et GRANT THORNTON pour ces nouveaux mandats qui devront être ratifiés par la prochaine Assemblée Générale.

Acquisition de la société CIPP

Le Conseil d'Administration du 28 mars 2014 a entériné l'acquisition de la société CIPP dont l'actif était constitué de trésorerie et d'actions MEDIA 6. Le prix de cession a été déterminé de façon à ne pas constater de perte lors de la transmission universelle de patrimoine qui a été décidée lors de ce même Conseil d'Administration.

PARTIE 5 : ENGAGEMENTS HORS BILAN

Cautions accordées par MEDIA 6 SA

La société MEDIA 6 SA s'est portée caution auprès de la Banque Nationale du Canada de la filiale COULEUR 6 INC à Montréal pour 10 000 dollars canadiens, soit 7 K€ au 31 mars 2014 pouvant être portés après accord préalable de MEDIA 6 SA jusqu'à 100 000 dollars canadiens, soit 66 K€ le cas échéant.

La société MEDIA 6 SA s'est portée caution au profit des organismes de crédit bail immobilier Fructicomi et Slibail, à raison d'un contrat de crédit bail immobilier conclu avec la filiale MEDIASIXTE BOIS, concernant un terrain et un bâtiment industriel situés à Sainte-Pazanne (44680). Au 31 mars 2014, l'engagement résiduel sur ce contrat représente 130 K€.

La société MEDIA 6 SA s'est portée caution au profit de la banque HSBC, à raison d'un emprunt contracté par la filiale MEDIASIXTE BOIS DE LA PIE, concernant un terrain et un bâtiment industriel situés à Tremblay en France (93290). Au 31 mars 2014, l'engagement résiduel sur ce contrat représente 355 K€.

La société MEDIA 6 SA s'est portée caution au profit de la banque Caisse d'Epargne et de Prévoyance Ile-de-France Paris, à raison de deux emprunts contractés par la filiale MEDIASIXTE BOIS DE LA PIE, concernant un terrain et un bâtiment industriel situés à Tremblay en France (93290). Au 31 mars 2014, l'engagement résiduel sur ces contrats représente 448 K€.

Risque de liquidité - Clauses dites de défaut au sein des contrats d'emprunts

Il n'y a pas d'évolution par rapport à la situation au 30 septembre 2013 des clauses de défaut et des conditions de leur application.

MEDIA 6 SA

Capital social : 11 296 000 €

Siège social : 33, avenue du bois de la pie - 93290 Tremblay-en-France

Période du 1^{er} octobre 2013 au 31 mars 2014

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société **MEDIA 6**, relatifs à la période du 1^{er} octobre 2013 au 31 mars 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1 Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 –norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2 Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

En application de la loi, nous vous signalons que le rapport semestriel d'activité ne comporte pas les informations prévues par l'article L. 225-102-1 du Code de commerce relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements, pris en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci. En conséquence, nous ne pouvons nous prononcer sur la sincérité de ces informations.

Par ailleurs, nous vous signalons que le rapport semestriel d'activité ne mentionne aucune information relative aux parties liées.

Paris et Sannois, le 5 juin 2014

Les commissaires aux comptes,

Grant Thornton
Membre français de
Grant Thornton International
Mme Natascha VIGNAUX
Associée

EFICO
M. Michel STALLIVIERI
Associé